



SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE **BOLLETTINO**

HOLY SEE PRESS OFFICE BUREAU DE PRESSE DU SAINT-SIÈGE PRESSEAMT DES HEILIGEN STUHLS
OFICINA DE PRENSA DE LA SANTA SEDE SALA DE IMPRENSA DA SANTA SÉ
BIURO PRASOWE STOLICY APOSTOLSKIEJ دار الصحافة التابعة للكرسي الرسولي

N. 0257

Venerdì 18.04.2008

VIAGGIO APOSTOLICO DI SUA SANTITÀ BENEDETTO XVI NEGLI STATI UNITI D'AMERICA E VISITA ALLA SEDE DELL'ORGANIZZAZIONE DELLE NAZIONI UNITE (15-21 APRILE 2008) (IX)

• VISITA ALLA SEDE DELL'ORGANIZZAZIONE DELLE NAZIONI UNITE A NEW YORK

DISCORSO DEL SANTO PADRE TRADUZIONE IN LINGUA INGLESE TRADUZIONE IN LINGUA FRANCESE TRADUZIONE IN LINGUA SPAGNOLA TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Questa mattina, celebrata la Santa Messa in privato nella Cappella della Nunziatura Apostolica di Washington, il Santo Padre prende congedo dalla Nunziatura e si trasferisce in auto all'aeroporto della "Andrews Air Force Base" da dove, alle ore 8.45, parte per New York a bordo di un B777 dell'Alitalia.

L'arrivo all'aeroporto internazionale John Fitzgerald Kennedy di New York è previsto per le 9.45. Il Papa è accolto dall'Arcivescovo di New York, Em.mo Card. Edward Michael Egan; dall'Osservatore Permanente della Santa Sede presso l'ONU, l'Arcivescovo Celestino Migliore; dal Vescovo di Brooklyn, S.E. Mons. Nicholas A. DiMarzio; dal Vescovo di Rockville Center, S.E. Mons. William Francis Murphy; dal Sindaco di New York, Sig. Michael Bloomberg, e da alcune altre Autorità civili.

In elicottero il Santo Padre si trasferisce a Manhattan e dall'eliporto di Wall Street raggiunge in auto la Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

Qui alle 10.45 viene accolto dal Segretario Generale dell'ONU, Sig. Ban Ki-moon e dal Presidente dell'Assemblea Generale, Sig. Kerim Srgjan. Dopo l'incontro privato con il Segretario Generale, il Santo Padre Benedetto XVI incontra i Rappresentanti delle Nazioni nell'Aula dell'Assemblea Generale e pronuncia il discorso che riportiamo di seguito:

DISCORSO DEL SANTO PADRE

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En m'adressant à cette Assemblée, j'aimerais avant tout vous exprimer, Monsieur le Président, ma vive

reconnaissance pour vos aimables paroles. Ma gratitude va aussi au Secrétaire général, Monsieur Ban Ki-moon, qui m'a invité à venir visiter le Siège central de l'Organisation, et pour l'accueil qu'il m'a réservé. Je salue les Ambassadeurs et les diplomates des Pays membres et toutes les personnes présentes. À travers vous, je salue les peuples que vous représentez ici. Ils attendent de cette institution qu'elle mette en œuvre son inspiration fondatrice, à savoir constituer un « centre pour la coordination de l'activité des Nations unies en vue de parvenir à la réalisation des fins communes » de paix et de développement (cf. Charte des Nations unies, art. 1.2-1.4). Comme le Pape Jean-Paul II l'exprimait en 1995, l'Organisation devrait être un « centre moral, où toutes les nations du monde se sentent chez elles, développant la conscience commune d'être, pour ainsi dire, une famille de nations » (Message à l'Assemblée générale des Nations unies pour le 50e anniversaire de la fondation, New York, 5 octobre 1995).

À travers les Nations unies, les États ont établi des objectifs universels qui, même s'ils ne coïncident pas avec la totalité du bien commun de la famille humaine, n'en représentent pas moins une part fondamentale. Les principes fondateurs de l'Organisation – le désir de paix, le sens de la justice, le respect de la dignité de la personne, la coopération et l'assistance humanitaires – sont l'expression des justes aspirations de l'esprit humain et constituent les idéaux qui devraient sous-tendre les relations internationales. Comme mes prédécesseurs Paul VI et Jean-Paul II l'ont affirmé depuis cette même tribune, tout cela fait partie de réalités que l'Église catholique et le Saint-Siège considèrent avec attention et intérêt, voyant dans votre activité un exemple de la manière dont les problèmes et les conflits qui concernent la communauté mondiale peuvent bénéficier d'une régulation commune. Les Nations unies concrétisent l'aspiration à « un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale » (Jean-Paul II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, n. 43), qui doit être inspiré et guidé par le principe de subsidiarité et donc être capable de répondre aux exigences de la famille humaine, grâce à des règles internationales efficaces et à la mise en place de structures aptes à assurer le déroulement harmonieux de la vie quotidienne des peuples. Cela est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel où l'on fait l'expérience du paradoxe évident d'un consensus multilatéral qui continue à être en crise parce qu'il est encore subordonné aux décisions d'un petit nombre, alors que les problèmes du monde exigent, de la part de la communauté internationale, des interventions sous forme d'actions communes.

En effet, les questions de sécurité, les objectifs de développement, la réduction des inégalités au niveau local et mondial, la protection de l'environnement, des ressources et du climat, requièrent que tous les responsables de la vie internationale agissent de concert et soient prêts à travailler en toute bonne foi, dans le respect du droit, pour promouvoir la solidarité dans les zones les plus fragiles de la planète. Je pense en particulier à certains pays d'Afrique et d'autres continents qui restent encore en marge d'un authentique développement intégral, et qui risquent ainsi de ne faire l'expérience que des effets négatifs de la mondialisation. Dans le contexte des relations internationales, il faut reconnaître le rôle primordial des règles et des structures qui, par nature, sont ordonnées à la promotion du bien commun et donc à la sauvegarde de la liberté humaine. Ces régulations ne limitent pas la liberté. Au contraire, elles la promeuvent quand elles interdisent des comportements et des actions qui vont à l'encontre du bien commun, qui entravent son exercice effectif et qui compromettent donc la dignité de toute personne humaine. Au nom de la liberté, il doit y avoir une corrélation entre droits et devoirs, en fonction desquels toute personne est appelée à prendre ses responsabilités dans les choix qu'elle opère, en tenant compte des relations tissées avec les autres. Nous pensons ici à la manière dont les résultats de la recherche scientifique et des avancées technologiques ont parfois été utilisés. Tout en reconnaissant les immenses bénéfices que l'humanité peut en tirer, certaines de leurs applications représentent une violation évidente de l'ordre de la création, au point non seulement d'être en contradiction avec le caractère sacré de la vie, mais d'arriver à priver la personne humaine et la famille de leur identité naturelle. De la même manière, l'action internationale visant à préserver l'environnement et à protéger les différentes formes de vie sur la terre doit non seulement garantir un usage rationnel de la technologie et de la science, mais doit aussi redécouvrir l'authentique image de la création. Il ne s'agira jamais de devoir choisir entre science et éthique, mais bien plutôt d'adopter une méthode scientifique qui soit véritablement respectueuse des impératifs éthiques.

La reconnaissance de l'unité de la famille humaine et l'attention portée à la dignité innée de toute femme et de tout homme reçoivent aujourd'hui un nouvel élan dans le principe de la responsabilité de protéger. Il n'a été défini que récemment, mais il était déjà implicitement présent dès les origines des Nations unies et, actuellement, il caractérise toujours davantage son activité. Tout État a le devoir primordial de protéger sa population contre les violations graves et répétées des droits de l'homme, de même que des conséquences de

crises humanitaires liées à des causes naturelles ou provoquées par l'action de l'homme. S'il arrive que les États ne soient pas en mesure d'assurer une telle protection, il revient à la communauté internationale d'intervenir avec les moyens juridiques prévus par la Charte des Nations unies et par d'autres instruments internationaux. L'action de la communauté internationale et de ses institutions, dans la mesure où elle est respectueuse des principes qui fondent l'ordre international, ne devrait jamais être interprétée comme une coercition injustifiée ou comme une limitation de la souveraineté. À l'inverse, c'est l'indifférence ou la non-intervention qui causent de réels dommages. Il faut réaliser une étude approfondie des modalités pour prévenir et gérer les conflits, en utilisant tous les moyens dont dispose l'action diplomatique et en accordant attention et soutien même au plus léger signe de dialogue et de volonté de réconciliation.

Le principe de la « responsabilité de protéger » était considéré par l'antique *ius gentium* comme le fondement de toute action entreprise par l'autorité envers ceux qui sont gouvernés par elle : à l'époque où le concept d'État national souverain commençait à se développer, le religieux dominicain Francisco De Vitoria, considéré à juste titre comme un précurseur de l'idée des Nations unies, décrivait cette responsabilité comme un aspect de la raison naturelle partagé par toutes les nations, et le fruit d'un droit international dont la tâche était de réguler les relations entre les peuples. Aujourd'hui comme alors, un tel principe doit faire apparaître l'idée de personne comme image du Créateur, ainsi que le désir d'absolu et l'essence de la liberté. Le fondement des Nations unies, nous le savons bien, a coïncidé avec les profonds bouleversements dont a souffert l'humanité lorsque la référence au sens de la transcendance et à la raison naturelle a été abandonnée et que par conséquent la liberté et la dignité humaine furent massivement violées. Dans de telles circonstances, cela menace les fondements objectifs des valeurs qui inspirent et régulent l'ordre international et cela mine les principes intangibles et coercitifs formulés et consolidés par les Nations unies. Face à des défis nouveaux répétés, c'est une erreur de se retrancher derrière une approche pragmatique, limitée à mettre en place des « bases communes », dont le contenu est minimal et dont l'efficacité est faible.

La référence à la dignité humaine, fondement et fin de la responsabilité de protéger, nous introduit dans la note spécifique de cette année, qui marque le soixantième anniversaire de la *Déclaration universelle des Droits de l'homme*. Ce document était le fruit d'une convergence de différentes traditions culturelles et religieuses, toutes motivées par le désir commun de mettre la personne humaine au centre des institutions, des lois et de l'action des sociétés, et de la considérer comme essentielle pour le monde de la culture, de la religion et de la science. Les droits de l'homme sont toujours plus présentés comme le langage commun et le substrat éthique des relations internationales. Tout comme leur universalité, leur indivisibilité et leur interdépendance sont autant de garanties de protection de la dignité humaine. Mais il est évident que les droits reconnus et exposés dans la *Déclaration* s'appliquent à tout homme, cela en vertu de l'origine commune des personnes, qui demeure le point central du dessein créateur de Dieu pour le monde et pour l'histoire. Ces droits trouvent leur fondement dans la loi naturelle inscrite au cœur de l'homme et présente dans les diverses cultures et civilisations. Détacher les droits humains de ce contexte signifierait restreindre leur portée et céder à une conception relativiste, pour laquelle le sens et l'interprétation des droits pourraient varier et leur universalité pourrait être niée au nom des différentes conceptions culturelles, politiques, sociales et même religieuses. La grande variété des points de vue ne peut pas être un motif pour oublier que ce ne sont pas les droits seulement qui sont universels, mais également la personne humaine, sujet de ces droits.

The life of the community, both domestically and internationally, clearly demonstrates that respect for rights, and the guarantees that follow from them, are measures of the common good that serve to evaluate the relationship between justice and injustice, development and poverty, security and conflict. The promotion of human rights remains the most effective strategy for eliminating inequalities between countries and social groups, and for increasing security. Indeed, the victims of hardship and despair, whose human dignity is violated with impunity, become easy prey to the call to violence, and they can then become violators of peace. The common good that human rights help to accomplish cannot, however, be attained merely by applying correct procedures, nor even less by achieving a balance between competing rights. The merit of the *Universal Declaration* is that it has enabled different cultures, juridical expressions and institutional models to converge around a fundamental nucleus of values, and hence of rights. Today, though, efforts need to be redoubled in the face of pressure to reinterpret the foundations of the *Declaration* and to compromise its inner unity so as to facilitate a move away from the protection of human dignity towards the satisfaction of simple interests, often particular interests. The *Declaration* was adopted as a "common standard of achievement" (*Preamble*) and cannot be applied piecemeal,

according to trends or selective choices that merely run the risk of contradicting the unity of the human person and thus the indivisibility of human rights.

Experience shows that legality often prevails over justice when the insistence upon rights makes them appear as the exclusive result of legislative enactments or normative decisions taken by the various agencies of those in power. When presented purely in terms of legality, rights risk becoming weak propositions divorced from the ethical and rational dimension which is their foundation and their goal. The *Universal Declaration*, rather, has reinforced the conviction that respect for human rights is principally rooted in unchanging justice, on which the binding force of international proclamations is also based. This aspect is often overlooked when the attempt is made to deprive rights of their true function in the name of a narrowly utilitarian perspective. Since rights and the resulting duties follow naturally from human interaction, it is easy to forget that they are the fruit of a commonly held sense of justice built primarily upon solidarity among the members of society, and hence valid at all times and for all peoples. This intuition was expressed as early as the fifth century by Augustine of Hippo, one of the masters of our intellectual heritage. He taught that the saying: *Do not do to others what you would not want done to you* "cannot in any way vary according to the different understandings that have arisen in the world" (*De Doctrina Christiana*, III, 14). Human rights, then, must be respected as an expression of justice, and not merely because they are enforceable through the will of the legislators.

Ladies and Gentlemen,

As history proceeds, new situations arise, and the attempt is made to link them to new rights. Discernment, that is, the capacity to distinguish good from evil, becomes even more essential in the context of demands that concern the very lives and conduct of persons, communities and peoples. In tackling the theme of rights, since important situations and profound realities are involved, discernment is both an indispensable and a fruitful virtue.

Discernment, then, shows that entrusting exclusively to individual States, with their laws and institutions, the final responsibility to meet the aspirations of persons, communities and entire peoples, can sometimes have consequences that exclude the possibility of a social order respectful of the dignity and rights of the person. On the other hand, a vision of life firmly anchored in the religious dimension can help to achieve this, since recognition of the transcendent value of every man and woman favours conversion of heart, which then leads to a commitment to resist violence, terrorism and war, and to promote justice and peace. This also provides the proper context for the inter-religious dialogue that the United Nations is called to support, just as it supports dialogue in other areas of human activity. Dialogue should be recognized as the means by which the various components of society can articulate their point of view and build consensus around the truth concerning particular values or goals. It pertains to the nature of religions, freely practised, that they can autonomously conduct a dialogue of thought and life. If at this level, too, the religious sphere is kept separate from political action, then great benefits ensue for individuals and communities. On the other hand, the United Nations can count on the results of dialogue between religions, and can draw fruit from the willingness of believers to place their experiences at the service of the common good. Their task is to propose a vision of faith not in terms of intolerance, discrimination and conflict, but in terms of complete respect for truth, coexistence, rights, and reconciliation.

Human rights, of course, must include the right to religious freedom, understood as the expression of a dimension that is at once individual and communitarian – a vision that brings out the unity of the person while clearly distinguishing between the dimension of the citizen and that of the believer. The activity of the United Nations in recent years has ensured that public debate gives space to viewpoints inspired by a religious vision in all its dimensions, including ritual, worship, education, dissemination of information and the freedom to profess and choose religion. It is inconceivable, then, that believers should have to suppress a part of themselves – their faith – in order to be active citizens. It should never be necessary to deny God in order to enjoy one's rights. The rights associated with religion are all the more in need of protection if they are considered to clash with a prevailing secular ideology or with majority religious positions of an exclusive nature. The full guarantee of religious liberty cannot be limited to the free exercise of worship, but has to give due consideration to the public dimension of religion, and hence to the possibility of believers playing their part in building the social order. Indeed, they actually do so, for example through their influential and generous involvement in a vast network of

initiatives which extend from Universities, scientific institutions and schools to health care agencies and charitable organizations in the service of the poorest and most marginalized. Refusal to recognize the contribution to society that is rooted in the religious dimension and in the quest for the Absolute – by its nature, expressing communion between persons – would effectively privilege an individualistic approach, and would fragment the unity of the person.

My presence at this Assembly is a sign of esteem for the United Nations, and it is intended to express the hope that the Organization will increasingly serve as a sign of unity between States and an instrument of service to the entire human family. It also demonstrates the willingness of the Catholic Church to offer her proper contribution to building international relations in a way that allows every person and every people to feel they can make a difference. In a manner that is consistent with her contribution in the ethical and moral sphere and the free activity of her faithful, the Church also works for the realization of these goals through the international activity of the Holy See. Indeed, the Holy See has always had a place at the assemblies of the Nations, thereby manifesting its specific character as a subject in the international domain. As the United Nations recently confirmed, the Holy See thereby makes its contribution according to the dispositions of international law, helps to define that law, and makes appeal to it.

The United Nations remains a privileged setting in which the Church is committed to contributing her experience "of humanity", developed over the centuries among peoples of every race and culture, and placing it at the disposal of all members of the international community. This experience and activity, directed towards attaining freedom for every believer, seeks also to increase the protection given to the rights of the person. Those rights are grounded and shaped by the transcendent nature of the person, which permits men and women to pursue their journey of faith and their search for God in this world. Recognition of this dimension must be strengthened if we are to sustain humanity's hope for a better world and if we are to create the conditions for peace, development, cooperation, and guarantee of rights for future generations.

In my recent Encyclical, *Spe Salvi*, I indicated that "every generation has the task of engaging anew in the arduous search for the right way to order human affairs" (no. 25). For Christians, this task is motivated by the hope drawn from the saving work of Jesus Christ. That is why the Church is happy to be associated with the activity of this distinguished Organization, charged with the responsibility of promoting peace and good will throughout the earth. Dear Friends, I thank you for this opportunity to address you today, and I promise you of the support of my prayers as you pursue your noble task.

Before I take my leave from this distinguished Assembly, I should like to offer my greetings, in the official languages, to all the Nations here represented.

Peace and Prosperity with God's help!

Paix et prospérité, avec l'aide de Dieu!

Paz y prosperidad con la ayuda de Dios!

هَلِّلَالِ نَوَعَبُ رَاوَدَرَاوُمَاسْ

因著天主的幫助願大家 得享平安和繁榮！

Мира и благоденствия с помощью Божией!

Thank you very much.

[00583-XX.01] [Testo originale: Plurilingue]

TRADUZIONE IN LINGUA INGLESE

Mr President,
Ladies and Gentlemen,

As I begin my address to this Assembly, I would like first of all to express to you, Mr President, my sincere gratitude for your kind words. My thanks go also to the Secretary-General, Mr Ban Ki-moon, for inviting me to visit the headquarters of this Organization and for the welcome that he has extended to me. I greet the Ambassadors and Diplomats from the Member States, and all those present. Through you, I greet the peoples who are represented here. They look to this institution to carry forward the founding inspiration to establish a "centre for harmonizing the actions of nations in the attainment of these common ends" of peace and development (cf. *Charter of the United Nations*, article 1.2-1.4). As Pope John Paul II expressed it in 1995, the Organization should be "a moral centre where all the nations of the world feel at home and develop a shared awareness of being, as it were, a 'family of nations'" (*Address to the General Assembly of the United Nations on the 50th Anniversary of its Foundation*, New York, 5 October 1995, 14).

Through the United Nations, States have established universal objectives which, even if they do not coincide with the total common good of the human family, undoubtedly represent a fundamental part of that good. The founding principles of the Organization – the desire for peace, the quest for justice, respect for the dignity of the person, humanitarian cooperation and assistance – express the just aspirations of the human spirit, and constitute the ideals which should underpin international relations. As my predecessors Paul VI and John Paul II have observed from this very podium, all this is something that the Catholic Church and the Holy See follow attentively and with interest, seeing in your activity an example of how issues and conflicts concerning the world community can be subject to common regulation. The United Nations embodies the aspiration for a "greater degree of international ordering" (John Paul II, *Sollicitudo Rei Socialis*, 43), inspired and governed by the principle of subsidiarity, and therefore capable of responding to the demands of the human family through binding international rules and through structures capable of harmonizing the day-to-day unfolding of the lives of peoples. This is all the more necessary at a time when we experience the obvious paradox of a multilateral consensus that continues to be in crisis because it is still subordinated to the decisions of a few, whereas the world's problems call for interventions in the form of collective action by the international community.

Indeed, questions of security, development goals, reduction of local and global inequalities, protection of the environment, of resources and of the climate, require all international leaders to act jointly and to show a readiness to work in good faith, respecting the law, and promoting solidarity with the weakest regions of the planet. I am thinking especially of those countries in Africa and other parts of the world which remain on the margins of authentic integral development, and are therefore at risk of experiencing only the negative effects of globalization. In the context of international relations, it is necessary to recognize the higher role played by rules and structures that are intrinsically ordered to promote the common good, and therefore to safeguard human freedom. These regulations do not limit freedom. On the contrary, they promote it when they prohibit behaviour and actions which work against the common good, curb its effective exercise and hence compromise the dignity of every human person. In the name of freedom, there has to be a correlation between rights and duties, by which every person is called to assume responsibility for his or her choices, made as a consequence of entering into relations with others. Here our thoughts turn also to the way the results of scientific research and technological advances have sometimes been applied. Notwithstanding the enormous benefits that humanity can gain, some instances of this represent a clear violation of the order of creation, to the point where not only is the sacred character of life contradicted, but the human person and the family are robbed of their natural identity. Likewise, international action to preserve the environment and to protect various forms of life on earth must not only guarantee a rational use of technology and science, but must also rediscover the authentic image of creation. This never requires a choice to be made between science and ethics: rather it is a question of adopting a scientific method that is truly respectful of ethical imperatives.

Recognition of the unity of the human family, and attention to the innate dignity of every man and woman, today find renewed emphasis in the principle of the responsibility to protect. This has only recently been defined, but it was already present implicitly at the origins of the United Nations, and is now increasingly characteristic of its activity. Every State has the primary duty to protect its own population from grave and sustained violations of human rights, as well as from the consequences of humanitarian crises, whether natural or man-made. If States are unable to guarantee such protection, the international community must intervene with the juridical means

provided in the United Nations Charter and in other international instruments. The action of the international community and its institutions, provided that it respects the principles undergirding the international order, should never be interpreted as an unwarranted imposition or a limitation of sovereignty. On the contrary, it is indifference or failure to intervene that do the real damage. What is needed is a deeper search for ways of pre-empting and managing conflicts by exploring every possible diplomatic avenue, and giving attention and encouragement to even the faintest sign of dialogue or desire for reconciliation.

The principle of "responsibility to protect" was considered by the ancient *ius gentium* as the foundation of every action taken by those in government with regard to the governed: at the time when the concept of national sovereign States was first developing, the Dominican Friar Francisco de Vitoria, rightly considered as a precursor of the idea of the United Nations, described this responsibility as an aspect of natural reason shared by all nations, and the result of an international order whose task it was to regulate relations between peoples. Now, as then, this principle has to invoke the idea of the person as image of the Creator, the desire for the absolute and the essence of freedom. The founding of the United Nations, as we know, coincided with the profound upheavals that humanity experienced when reference to the meaning of transcendence and natural reason was abandoned, and in consequence, freedom and human dignity were grossly violated. When this happens, it threatens the objective foundations of the values inspiring and governing the international order and it undermines the cogent and inviolable principles formulated and consolidated by the United Nations. When faced with new and insistent challenges, it is a mistake to fall back on a pragmatic approach, limited to determining "common ground", minimal in content and weak in its effect.

This reference to human dignity, which is the foundation and goal of the responsibility to protect, leads us to the theme we are specifically focusing upon this year, which marks the sixtieth anniversary of the *Universal Declaration of Human Rights*. This document was the outcome of a convergence of different religious and cultural traditions, all of them motivated by the common desire to place the human person at the heart of institutions, laws and the workings of society, and to consider the human person essential for the world of culture, religion and science. Human rights are increasingly being presented as the common language and the ethical substratum of international relations. At the same time, the universality, indivisibility and interdependence of human rights all serve as guarantees safeguarding human dignity. It is evident, though, that the rights recognized and expounded in the *Declaration* apply to everyone by virtue of the common origin of the person, who remains the high-point of God's creative design for the world and for history. They are based on the natural law inscribed on human hearts and present in different cultures and civilizations. Removing human rights from this context would mean restricting their range and yielding to a relativistic conception, according to which the meaning and interpretation of rights could vary and their universality would be denied in the name of different cultural, political, social and even religious outlooks. This great variety of viewpoints must not be allowed to obscure the fact that not only rights are universal, but so too is the human person, the subject of those rights.

The life of the community, both domestically and internationally, clearly demonstrates that respect for rights, and the guarantees that follow from them, are measures of the common good that serve to evaluate the relationship between justice and injustice, development and poverty, security and conflict. The promotion of human rights remains the most effective strategy for eliminating inequalities between countries and social groups, and for increasing security. Indeed, the victims of hardship and despair, whose human dignity is violated with impunity, become easy prey to the call to violence, and they can then become violators of peace. The common good that human rights help to accomplish cannot, however, be attained merely by applying correct procedures, nor even less by achieving a balance between competing rights. The merit of the *Universal Declaration* is that it has enabled different cultures, juridical expressions and institutional models to converge around a fundamental nucleus of values, and hence of rights. Today, though, efforts need to be redoubled in the face of pressure to reinterpret the foundations of the *Declaration* and to compromise its inner unity so as to facilitate a move away from the protection of human dignity towards the satisfaction of simple interests, often particular interests. The *Declaration* was adopted as a "common standard of achievement" (*Preamble*) and cannot be applied piecemeal, according to trends or selective choices that merely run the risk of contradicting the unity of the human person and thus the indivisibility of human rights.

Experience shows that legality often prevails over justice when the insistence upon rights makes them appear as the exclusive result of legislative enactments or normative decisions taken by the various agencies of those in

power. When presented purely in terms of legality, rights risk becoming weak propositions divorced from the ethical and rational dimension which is their foundation and their goal. The *Universal Declaration*, rather, has reinforced the conviction that respect for human rights is principally rooted in unchanging justice, on which the binding force of international proclamations is also based. This aspect is often overlooked when the attempt is made to deprive rights of their true function in the name of a narrowly utilitarian perspective. Since rights and the resulting duties follow naturally from human interaction, it is easy to forget that they are the fruit of a commonly held sense of justice built primarily upon solidarity among the members of society, and hence valid at all times and for all peoples. This intuition was expressed as early as the fifth century by Augustine of Hippo, one of the masters of our intellectual heritage. He taught that the saying: *Do not do to others what you would not want done to you* "cannot in any way vary according to the different understandings that have arisen in the world" (*De Doctrina Christiana*, III, 14). Human rights, then, must be respected as an expression of justice, and not merely because they are enforceable through the will of the legislators.

Ladies and Gentlemen,

As history proceeds, new situations arise, and the attempt is made to link them to new rights. Discernment, that is, the capacity to distinguish good from evil, becomes even more essential in the context of demands that concern the very lives and conduct of persons, communities and peoples. In tackling the theme of rights, since important situations and profound realities are involved, discernment is both an indispensable and a fruitful virtue.

Discernment, then, shows that entrusting exclusively to individual States, with their laws and institutions, the final responsibility to meet the aspirations of persons, communities and entire peoples, can sometimes have consequences that exclude the possibility of a social order respectful of the dignity and rights of the person. On the other hand, a vision of life firmly anchored in the religious dimension can help to achieve this, since recognition of the transcendent value of every man and woman favours conversion of heart, which then leads to a commitment to resist violence, terrorism and war, and to promote justice and peace. This also provides the proper context for the inter-religious dialogue that the United Nations is called to support, just as it supports dialogue in other areas of human activity. Dialogue should be recognized as the means by which the various components of society can articulate their point of view and build consensus around the truth concerning particular values or goals. It pertains to the nature of religions, freely practised, that they can autonomously conduct a dialogue of thought and life. If at this level, too, the religious sphere is kept separate from political action, then great benefits ensue for individuals and communities. On the other hand, the United Nations can count on the results of dialogue between religions, and can draw fruit from the willingness of believers to place their experiences at the service of the common good. Their task is to propose a vision of faith not in terms of intolerance, discrimination and conflict, but in terms of complete respect for truth, coexistence, rights, and reconciliation.

Human rights, of course, must include the right to religious freedom, understood as the expression of a dimension that is at once individual and communitarian – a vision that brings out the unity of the person while clearly distinguishing between the dimension of the citizen and that of the believer. The activity of the United Nations in recent years has ensured that public debate gives space to viewpoints inspired by a religious vision in all its dimensions, including ritual, worship, education, dissemination of information and the freedom to profess and choose religion. It is inconceivable, then, that believers should have to suppress a part of themselves – their faith – in order to be active citizens. It should never be necessary to deny God in order to enjoy one's rights. The rights associated with religion are all the more in need of protection if they are considered to clash with a prevailing secular ideology or with majority religious positions of an exclusive nature. The full guarantee of religious liberty cannot be limited to the free exercise of worship, but has to give due consideration to the public dimension of religion, and hence to the possibility of believers playing their part in building the social order. Indeed, they actually do so, for example through their influential and generous involvement in a vast network of initiatives which extend from Universities, scientific institutions and schools to health care agencies and charitable organizations in the service of the poorest and most marginalized. Refusal to recognize the contribution to society that is rooted in the religious dimension and in the quest for the Absolute – by its nature, expressing communion between persons – would effectively privilege an individualistic approach, and would fragment the unity of the person.

My presence at this Assembly is a sign of esteem for the United Nations, and it is intended to express the hope that the Organization will increasingly serve as a sign of unity between States and an instrument of service to the entire human family. It also demonstrates the willingness of the Catholic Church to offer her proper contribution to building international relations in a way that allows every person and every people to feel they can make a difference. In a manner that is consistent with her contribution in the ethical and moral sphere and the free activity of her faithful, the Church also works for the realization of these goals through the international activity of the Holy See. Indeed, the Holy See has always had a place at the assemblies of the Nations, thereby manifesting its specific character as a subject in the international domain. As the United Nations recently confirmed, the Holy See thereby makes its contribution according to the dispositions of international law, helps to define that law, and makes appeal to it.

The United Nations remains a privileged setting in which the Church is committed to contributing her experience "of humanity", developed over the centuries among peoples of every race and culture, and placing it at the disposal of all members of the international community. This experience and activity, directed towards attaining freedom for every believer, seeks also to increase the protection given to the rights of the person. Those rights are grounded and shaped by the transcendent nature of the person, which permits men and women to pursue their journey of faith and their search for God in this world. Recognition of this dimension must be strengthened if we are to sustain humanity's hope for a better world and if we are to create the conditions for peace, development, cooperation, and guarantee of rights for future generations.

In my recent Encyclical, *Spe Salvi*, I indicated that "every generation has the task of engaging anew in the arduous search for the right way to order human affairs" (no. 25). For Christians, this task is motivated by the hope drawn from the saving work of Jesus Christ. That is why the Church is happy to be associated with the activity of this distinguished Organization, charged with the responsibility of promoting peace and good will throughout the earth. Dear Friends, I thank you for this opportunity to address you today, and I promise you of the support of my prayers as you pursue your noble task.

Before I take my leave from this distinguished Assembly, I should like to offer my greetings, in the official languages, to all the Nations here represented.

[in English; in French; in Spanish; in Arab; in Chinese; in Russian:]

Peace and Prosperity with God's help!

Thank you very much.

[00583-02.01] [Original text: Plurilingual]

TRADUZIONE IN LINGUA FRANCESE

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En m'adressant à cette Assemblée, j'aimerais avant tout vous exprimer, Monsieur le Président, ma vive reconnaissance pour vos aimables paroles. Ma gratitude va aussi au Secrétaire général, Monsieur Ban Ki-moon, qui m'a invité à venir visiter le Siège central de l'Organisation, et pour l'accueil qu'il m'a réservé. Je salue les Ambassadeurs et les diplomates des Pays membres et toutes les personnes présentes. À travers vous, je salue les peuples que vous représentez ici. Ils attendent de cette institution qu'elle mette en œuvre son inspiration fondatrice, à savoir constituer un « centre pour la coordination de l'activité des Nations unies en vue de parvenir à la réalisation des fins communes » de paix et de développement (cf. Charte des Nations unies, art. 1.2-1.4). Comme le Pape Jean-Paul II l'exprimait en 1995, l'Organisation devrait être un « centre moral, où toutes les nations du monde se sentent chez elles, développant la conscience commune d'être, pour ainsi dire, une famille de nations » (Message à l'Assemblée générale des Nations unies pour le 50e anniversaire de la fondation, New York, 5 octobre 1995).

À travers les Nations unies, les États ont établi des objectifs universels qui, même s'ils ne coïncident pas avec la totalité du bien commun de la famille humaine, n'en représentent pas moins une part fondamentale. Les principes fondateurs de l'Organisation – le désir de paix, le sens de la justice, le respect de la dignité de la personne, la coopération et l'assistance humanitaires – sont l'expression des justes aspirations de l'esprit humain et constituent les idéaux qui devraient sous-tendre les relations internationales. Comme mes prédécesseurs Paul VI et Jean-Paul II l'ont affirmé depuis cette même tribune, tout cela fait partie de réalités que l'Église catholique et le Saint-Siège considèrent avec attention et intérêt, voyant dans votre activité un exemple de la manière dont les problèmes et les conflits qui concernent la communauté mondiale peuvent bénéficier d'une régulation commune. Les Nations unies concrétisent l'aspiration à « un degré supérieur d'organisation à l'échelle internationale » (Jean-Paul II, Encycl. *Sollicitudo rei socialis*, n. 43), qui doit être inspiré et guidé par le principe de subsidiarité et donc être capable de répondre aux exigences de la famille humaine, grâce à des règles internationales efficaces et à la mise en place de structures aptes à assurer le déroulement harmonieux de la vie quotidienne des peuples. Cela est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel où l'on fait l'expérience du paradoxe évident d'un consensus multilatéral qui continue à être en crise parce qu'il est encore subordonné aux décisions d'un petit nombre, alors que les problèmes du monde exigent, de la part de la communauté internationale, des interventions sous forme d'actions communes.

En effet, les questions de sécurité, les objectifs de développement, la réduction des inégalités au niveau local et mondial, la protection de l'environnement, des ressources et du climat, requièrent que tous les responsables de la vie internationale agissent de concert et soient prêts à travailler en toute bonne foi, dans le respect du droit, pour promouvoir la solidarité dans les zones les plus fragiles de la planète. Je pense en particulier à certains pays d'Afrique et d'autres continents qui restent encore en marge d'un authentique développement intégral, et qui risquent ainsi de ne faire l'expérience que des effets négatifs de la mondialisation. Dans le contexte des relations internationales, il faut reconnaître le rôle primordial des règles et des structures qui, par nature, sont ordonnées à la promotion du bien commun et donc à la sauvegarde de la liberté humaine. Ces régulations ne limitent pas la liberté. Au contraire, elles la promeuvent quand elles interdisent des comportements et des actions qui vont à l'encontre du bien commun, qui entravent son exercice effectif et qui compromettent donc la dignité de toute personne humaine. Au nom de la liberté, il doit y avoir une corrélation entre droits et devoirs, en fonction desquels toute personne est appelée à prendre ses responsabilités dans les choix qu'elle opère, en tenant compte des relations tissées avec les autres. Nous pensons ici à la manière dont les résultats de la recherche scientifique et des avancées technologiques ont parfois été utilisés. Tout en reconnaissant les immenses bénéfices que l'humanité peut en tirer, certaines de leurs applications représentent une violation évidente de l'ordre de la création, au point non seulement d'être en contradiction avec le caractère sacré de la vie, mais d'arriver à priver la personne humaine et la famille de leur identité naturelle. De la même manière, l'action internationale visant à préserver l'environnement et à protéger les différentes formes de vie sur la terre doit non seulement garantir un usage rationnel de la technologie et de la science, mais doit aussi redécouvrir l'authentique image de la création. Il ne s'agira jamais de devoir choisir entre science et éthique, mais bien plutôt d'adopter une méthode scientifique qui soit véritablement respectueuse des impératifs éthiques.

La reconnaissance de l'unité de la famille humaine et l'attention portée à la dignité innée de toute femme et de tout homme reçoivent aujourd'hui un nouvel élan dans le principe de la responsabilité de protéger. Il n'a été défini que récemment, mais il était déjà implicitement présent dès les origines des Nations unies et, actuellement, il caractérise toujours davantage son activité. Tout État a le devoir primordial de protéger sa population contre les violations graves et répétées des droits de l'homme, de même que des conséquences de crises humanitaires liées à des causes naturelles ou provoquées par l'action de l'homme. S'il arrive que les États ne soient pas en mesure d'assurer une telle protection, il revient à la communauté internationale d'intervenir avec les moyens juridiques prévus par la Charte des Nations unies et par d'autres instruments internationaux. L'action de la communauté internationale et de ses institutions, dans la mesure où elle est respectueuse des principes qui fondent l'ordre international, ne devrait jamais être interprétée comme une coercition injustifiée ou comme une limitation de la souveraineté. À l'inverse, c'est l'indifférence ou la non-intervention qui causent de réels dommages. Il faut réaliser une étude approfondie des modalités pour prévenir et gérer les conflits, en utilisant tous les moyens dont dispose l'action diplomatique et en accordant attention et soutien même au plus léger signe de dialogue et de volonté de réconciliation.

Le principe de la « responsabilité de protéger » était considéré par l'antique *ius gentium* comme le fondement de

toute action entreprise par l'autorité envers ceux qui sont gouvernés par elle : à l'époque où le concept d'État national souverain commençait à se développer, le religieux dominicain Francisco De Vitoria, considéré à juste titre comme un précurseur de l'idée des Nations unies, décrivait cette responsabilité comme un aspect de la raison naturelle partagé par toutes les nations, et le fruit d'un droit international dont la tâche était de réguler les relations entre les peuples. Aujourd'hui comme alors, un tel principe doit faire apparaître l'idée de personne comme image du Créateur, ainsi que le désir d'absolu et l'essence de la liberté. Le fondement des Nations unies, nous le savons bien, a coïncidé avec les profonds bouleversements dont a souffert l'humanité lorsque la référence au sens de la transcendance et à la raison naturelle a été abandonnée et que par conséquent la liberté et la dignité humaine furent massivement violées. Dans de telles circonstances, cela menace les fondements objectifs des valeurs qui inspirent et régulent l'ordre international et cela mine les principes intangibles et coercitifs formulés et consolidés par les Nations unies. Face à des défis nouveaux répétés, c'est une erreur de se retrancher derrière une approche pragmatique, limitée à mettre en place des « bases communes », dont le contenu est minimal et dont l'efficacité est faible.

La référence à la dignité humaine, fondement et fin de la responsabilité de protéger, nous introduit dans la note spécifique de cette année, qui marque le soixantième anniversaire de la *Déclaration universelle des Droits de l'homme*. Ce document était le fruit d'une convergence de différentes traditions culturelles et religieuses, toutes motivées par le désir commun de mettre la personne humaine au centre des institutions, des lois et de l'action des sociétés, et de la considérer comme essentielle pour le monde de la culture, de la religion et de la science. Les droits de l'homme sont toujours plus présentés comme le langage commun et le substrat éthique des relations internationales. Tout comme leur universalité, leur indivisibilité et leur interdépendance sont autant de garanties de protection de la dignité humaine. Mais il est évident que les droits reconnus et exposés dans la *Déclaration* s'appliquent à tout homme, cela en vertu de l'origine commune des personnes, qui demeure le point central du dessein créateur de Dieu pour le monde et pour l'histoire. Ces droits trouvent leur fondement dans la loi naturelle inscrite au cœur de l'homme et présente dans les diverses cultures et civilisations. Détacher les droits humains de ce contexte signifierait restreindre leur portée et céder à une conception relativiste, pour laquelle le sens et l'interprétation des droits pourraient varier et leur universalité pourrait être niée au nom des différentes conceptions culturelles, politiques, sociales et même religieuses. La grande variété des points de vue ne peut pas être un motif pour oublier que ce ne sont pas les droits seulement qui sont universels, mais également la personne humaine, sujet de ces droits.

À la fois nationale et internationale, la vie de la communauté met clairement en évidence que le respect pour les droits et pour les garanties qui leur sont attachées sont la mesure du bien commun, utilisée pour apprécier le rapport entre justice et injustice, développement et pauvreté, sécurité et conflits. La promotion des droits de l'homme demeure la stratégie la plus efficace quand il s'agit de combler les inégalités entre des pays et des groupes sociaux, quand il s'agit aussi de renforcer la sécurité. En effet les victimes de la misère et du désespoir dont la dignité humaine est impunément violée, deviennent des proies faciles pour les tenants du recours à la violence et deviennent à leur tour des destructeurs de paix. Pourtant le bien commun que les droits de l'homme aident à réaliser ne peut pas être atteint en se contentant d'appliquer des procédures correctes ni même en pondérant des droits en opposition. Le mérite de la *Déclaration universelle* a été d'ouvrir à des cultures, à des expressions juridiques et à des modèles institutionnels divers la possibilité de converger autour d'un noyau fondamental de valeurs et donc de droits : mais c'est un effort qui, de nos jours, doit être encore plus soutenu face à des instances qui cherchent à réinterpréter les fondements de la *Déclaration* et à compromettre son unité interne pour favoriser le passage de la protection de la dignité humaine à la satisfaction de simples intérêts, souvent particuliers. La *Déclaration* a été adoptée comme « un idéal commun qui est à atteindre » (Préambule) et elle ne peut pas être utilisée de manière partielle, en suivant des tendances ou en opérant des choix sélectifs qui risquent de contredire l'unité de la personne humaine et donc l'indivisibilité de ses droits.

Nous constatons souvent dans les faits une prédominance de la légalité par rapport à la justice quand se manifeste une attention à la revendication des droits qui va jusqu'à les faire apparaître comme le résultat exclusif de dispositions législatives ou de décisions normatives prises par les diverses instances des autorités en charge. Quand ils sont présentés sous une forme de pure légalité, les droits risquent de devenir des propositions de faible portée, séparés de la dimension éthique et rationnelle qui constitue leur fondement et leur fin. La *Déclaration universelle* a en effet réaffirmé avec force la conviction que le respect des droits de l'homme s'enracine avant tout sur une justice immuable, sur laquelle la force contraignante des proclamations

internationales est aussi fondée. C'est un aspect qui est souvent négligé quand on prétend priver les droits de leur vraie fonction au nom d'une perspective utilitariste étroite. Parce que les droits et les devoirs qui leur sont liés découlent naturellement de l'interaction entre les hommes, il est facile d'oublier qu'ils sont le fruit du sens commun de la justice, fondé avant tout sur la solidarité entre les membres du corps social et donc valable dans tous les temps et pour tous les peuples. C'était une intuition exprimée, dès le Ve siècle après Jésus Christ, par l'un des maîtres de notre héritage intellectuel, Augustin d'Hippone. Il enseignait que « le précepte : 'Ce que tu ne veux pas qu'on te fasse, ne le fais pas à autrui' ne peut en aucune façon varier en fonction de la diversité des peuples » (*De Doctrina Christiana* III, 14). Les droits de l'homme exigent alors d'être respectés parce qu'ils sont l'expression de la justice et non simplement en raison de la force coercitive liée à la volonté des législateurs.

Mesdames et Messieurs,

À mesure que l'on avance dans l'histoire, de nouvelles situations surgissent et l'on cherche à y attacher de nouveaux droits. Le discernement, c'est-à-dire la capacité de distinguer le bien du mal, est encore plus nécessaire quand sont en jeu des exigences qui appartiennent à la vie et à l'action de personnes, de communautés et de peuples. Quand on affronte le thème des droits, qui mettent en jeu des situations importantes et des réalités profondes, le discernement est une vertu à la fois indispensable et féconde.

Le discernement nous amène alors à souligner que laisser aux seuls États, avec leurs lois et leurs institutions, la responsabilité ultime de répondre aux aspirations des personnes, des communautés et de peuples tout entier peut parfois entraîner des conséquences rendant impossible un ordre social respectueux de la dignité de la personne et de ses droits. Par ailleurs, une vision de la vie solidement ancrée dans la dimension religieuse peut permettre d'y parvenir, car la reconnaissance de la valeur transcendante de tout homme et de toute femme favorise la conversion du cœur, ce qui conduit alors à un engagement contre la violence, le terrorisme ou la guerre, et à la promotion de la justice et de la paix. Cela favorise aussi un milieu propice au dialogue interreligieux que les Nations unies sont appelées à soutenir comme elles soutiennent le dialogue dans d'autres domaines de l'activité humaine. Le dialogue doit être reconnu comme le moyen par lequel les diverses composantes de la société peuvent confronter leurs points de vue et réaliser un consensus autour de la vérité concernant des valeurs ou des fins particulières. Il est de la nature des religions librement pratiquées de pouvoir mener de manière autonome un dialogue de la pensée et de la vie. Si, à ce niveau là aussi, la sphère religieuse est séparée de l'action politique, il en ressort également de grands bénéfices pour les personnes individuelles et pour les communautés. D'autre part, les Nations unies peuvent compter sur les fruits du dialogue entre les religions et tirer des bénéfices de la volonté des croyants de mettre leur expérience au service du bien commun. Leur tâche est de proposer une vision de la foi non pas en termes d'intolérance, de discrimination ou de conflit, mais en terme de respect absolu de la vérité, de la coexistence, des droits et de la réconciliation.

Les droits de l'homme doivent évidemment inclure le droit à la liberté religieuse, comprise comme l'expression d'une dimension à la fois individuelle et communautaire, perspective qui fait ressortir l'unité de la personne tout en distinguant clairement entre la dimension du citoyen et celle du croyant. Au cours des dernières années, l'action des Nations unies a permis que le débat public offre des points de vue inspirés par une vision religieuse dans toutes ses dimensions y compris le rite, le culte, l'éducation, la diffusion d'information et la liberté de professer et de choisir sa religion. Il n'est donc pas imaginable que des croyants doivent se priver d'une partie d'eux-mêmes – de leur foi – afin d'être des citoyens actifs. Il ne devrait jamais être nécessaire de nier Dieu pour jouir de ses droits. Il est d'autant plus nécessaire de protéger les droits liés à la religion s'ils sont considérés comme opposés à une idéologie séculière dominante ou à des positions religieuses majoritaires, de nature exclusive. La pleine garantie de la liberté religieuse ne peut pas être limitée au libre exercice du culte, mais doit prendre en considération la dimension publique de la religion et donc la possibilité pour les croyants de participer à la construction de l'ordre social. Ils le font effectivement à l'heure actuelle par exemple à travers leur engagement efficace et généreux dans un vaste réseau d'initiatives qui va des Universités, des Instituts scientifiques et des écoles, jusqu'aux structures qui promeuvent la santé et aux organisations caritatives au service des plus pauvres et des laissés-pour-compte. Refuser de reconnaître l'apport à la société qui s'enracine dans la dimension religieuse et dans la recherche de l'Absolu – qui par nature exprime une communion entre les personnes – reviendrait à privilégier dans les faits une approche individualiste et, ce faisant, à fragmenter l'unité de la personne.

Ma présence au sein de cette Assemblée est le signe de mon estime pour les Nations unies et elle veut aussi manifester le souhait que l'Organisation puisse être toujours davantage un signe d'unité entre les États et un instrument au service de toute la famille humaine. Elle manifeste aussi la volonté de l'Église catholique d'apporter sa contribution aux relations internationales d'une manière qui permette à toute personne et à tout peuple de sentir qu'ils ont leur importance. D'une manière qui est en harmonie avec sa contribution au domaine éthique et moral et à la libre activité de sa foi, l'Église travaille aussi à la réalisation de ces objectifs à travers l'activité internationale du Saint-Siège. Le Saint-Siège a en effet toujours eu sa place dans les assemblées des Nations tout en manifestant son caractère spécifique comme sujet dans le domaine international. Comme les Nations unies l'ont récemment confirmé, le Saint-Siège apporte aussi sa contribution selon les dispositions du droit international, aidant à la définition de ce droit et y recourant.

Les Nations unies demeurent un lieu privilégié où l'Église s'efforce de partager son expérience « en humanité », qui a mûri tout au long des siècles parmi les peuples de toute race et de toute culture, et de la mettre à la disposition de tous les membres de la Communauté internationale. Cette expérience et cette activité, qui visent à obtenir la liberté pour tout croyant, cherchent aussi à assurer une protection plus grande aux droits de la personne. Ces droits trouvent leur fondement et leur forme dans la nature transcendante de la personne, qui permet aux hommes et aux femmes d'avancer sur le chemin de la foi et de la recherche de Dieu dans ce monde. Il faut renforcer la reconnaissance de cette dimension si nous voulons soutenir l'espérance de l'humanité en un monde meilleur et si nous voulons créer les conditions pour la paix, le développement, la coopération et la garantie des droits pour les générations à venir.

Dans ma récente encyclique *Spe salvi*, je rappelais que « la recherche pénible et toujours nouvelle d'ordonnements droits pour les choses humaines est le devoir de chaque génération » (n. 25). Pour les chrétiens, cette tâche trouve sa justification dans l'espérance qui jaillit de l'œuvre salvifique de Jésus Christ. C'est pourquoi l'Église est heureuse d'être associée aux activités de cette honorable Organisation qui a la responsabilité de promouvoir la paix et la bonne volonté sur toute la terre. Chers Amis, je vous remercie de m'avoir permis de m'adresser à vous aujourd'hui et je vous promets le soutien de mes prières pour que vous poursuiviez votre noble tâche.

Avant de prendre congé de cette illustre Assemblée, je voudrais adresser mes souhaits dans les langues officielles à toutes les nations qui y sont représentées :

[En anglais; en français; en espagnol; en arabe; en chinois; en russe:]

Paix et prospérité, avec l'aide de Dieu !

Merci bien.

[0583-03.01 [Texte original: Plurilingue]

TRADUZIONE IN LINGUA SPAGNOLA

Señor Presidente
Señoras y Señores

Al comenzar mi intervención en esta Asamblea, deseo ante todo expresarle a usted, Señor Presidente, mi sincera gratitud por sus amables palabras. Quiero agradecer también al Secretario General, el Señor Ban Ki-moon, por su invitación a visitar la Sede central de la Organización y por su cordial bienvenida. Saludo a los Embajadores y a los Diplomáticos de los Estados Miembros, así como a todos los presentes: a través de ustedes, saludo a los pueblos que representan aquí. Ellos esperan de esta Institución que lleve adelante la inspiración que condujo a su fundación, la de ser un «centro que armonice los esfuerzos de las Naciones por alcanzar los fines comunes», de la paz y el desarrollo (cf. *Carta de las Naciones Unidas*, art. 1.2-1.4). Como dijo el Papa Juan Pablo II en 1995, la Organización debería ser "centro moral, en el que todas las naciones del mundo se sientan como en su casa, desarrollando la conciencia común de ser, por así decir, una 'familia de

naciones"" (*Discurso ante la Asamblea General de las Naciones Unidas*, Nueva York, 5 de octubre de 1995, 14).

A través de las Naciones Unidas, los Estados han establecido objetivos universales que, aunque no coincidan con el bien común total de la familia humana, representan sin duda una parte fundamental de este mismo bien. Los principios fundacionales de la Organización –el deseo de la paz, la búsqueda de la justicia, el respeto de la dignidad de la persona, la cooperación y la asistencia humanitaria– expresan las justas aspiraciones del espíritu humano y constituyen los ideales que deberían estar subyacentes en las relaciones internacionales. Como mis predecesores Pablo VI y Juan Pablo II han hecho notar desde esta misma tribuna, se trata de cuestiones que la Iglesia Católica y la Santa Sede siguen con atención e interés, pues ven en vuestra actividad un ejemplo de cómo los problemas y conflictos relativos a la comunidad mundial pueden estar sujetos a una reglamentación común. Las Naciones Unidas encarnan la aspiración a "un grado superior de ordenamiento internacional" Juan Pablo II, *Sollicitudo rei socialis*, 43), inspirado y gobernado por el principio de subsidiaridad y, por tanto, capaz de responder a las demandas de la familia humana mediante reglas internacionales vinculantes y estructuras capaces de armonizar el desarrollo cotidiano de la vida de los pueblos. Esto es más necesario aún en un tiempo en el que experimentamos la manifiesta paradoja de un consenso multilateral que sigue padeciendo una crisis a causa de su subordinación a las decisiones de unos pocos, mientras que los problemas del mundo exigen intervenciones conjuntas por parte de la comunidad internacional.

Ciertamente, cuestiones de seguridad, los objetivos del desarrollo, la reducción de las desigualdades locales y globales, la protección del entorno, de los recursos y del clima, requieren que todos los responsables internacionales actúen conjuntamente y demuestren una disponibilidad para actuar de buena fe, respetando la ley y promoviendo la solidaridad con las regiones más débiles del planeta. Pienso particularmente en aquellos Países de África y de otras partes del mundo que permanecen al margen de un auténtico desarrollo integral, y corren por tanto el riesgo de experimentar sólo los efectos negativos de la globalización. En el contexto de las relaciones internacionales, es necesario reconocer el papel superior que desempeñan las reglas y las estructuras intrínsecamente ordenadas a promover el bien común y, por tanto, a defender la libertad humana. Dichas reglas no limitan la libertad. Por el contrario, la promueven cuando prohíben comportamientos y actos que van contra el bien común, obstaculizan su realización efectiva y, por tanto, comprometen la dignidad de toda persona humana. En nombre de la libertad debe haber una correlación entre derechos y deberes, por la cual cada persona está llamada a asumir la responsabilidad de sus opciones, tomadas al entrar en relación con los otros. Aquí, nuestro pensamiento se dirige al modo en que a veces se han aplicado los resultados de los descubrimientos de la investigación científica y tecnológica. No obstante los enormes beneficios que la humanidad puede recabar de ellos, algunos aspectos de dicha aplicación representan una clara violación del orden de la creación, hasta el punto en que no solamente se contradice el carácter sagrado de la vida, sino que la persona humana misma y la familia se ven despojadas de su identidad natural. Del mismo modo, la acción internacional dirigida a preservar el entorno y a proteger las diversas formas de vida sobre la tierra no ha de garantizar solamente un empleo racional de la tecnología y de la ciencia, sino que debe redescubrir también la auténtica imagen de la creación. Esto nunca requiere optar entre ciencia y ética: se trata más bien de adoptar un método científico que respete realmente los imperativos éticos.

El reconocimiento de la unidad de la familia humana y la atención a la dignidad innata de cada hombre y mujer adquiere hoy un nuevo énfasis con el principio de la responsabilidad de proteger. Este principio ha sido definido sólo recientemente, pero ya estaba implícitamente presente en los orígenes de las Naciones Unidas y ahora se ha convertido cada vez más en una característica de la actividad de la Organización. Todo Estado tiene el deber primario de proteger a la propia población de violaciones graves y continuas de los derechos humanos, como también de las consecuencias de las crisis humanitarias, ya sean provocadas por la naturaleza o por el hombre. Si los Estados no son capaces de garantizar esta protección, la comunidad internacional ha de intervenir con los medios jurídicos previstos por la Carta de las Naciones Unidas y por otros instrumentos internacionales. La acción de la comunidad internacional y de sus instituciones, dando por sentado el respeto de los principios que están a la base del orden internacional, no tiene por qué ser interpretada nunca como una imposición injustificada y una limitación de soberanía. Al contrario, es la indiferencia o la falta de intervención lo que causa un daño real. Lo que se necesita es una búsqueda más profunda de los medios para prevenir y controlar los conflictos, explorando cualquier vía diplomática posible y prestando atención y estímulo también a las más tenues señales de diálogo o deseo de reconciliación.

El principio de la "responsabilidad de proteger" fue considerado por el antiguo *ius gentium* como el fundamento de toda actuación de los gobernadores hacia los gobernados: en tiempos en que se estaba desarrollando el concepto de Estados nacionales soberanos, el fraile dominico Francisco de Vitoria, calificado con razón como precursor de la idea de las Naciones Unidas, describió dicha responsabilidad como un aspecto de la razón natural compartida por todas las Naciones, y como el resultado de un orden internacional cuya tarea era regular las relaciones entre los pueblos. Hoy como entonces, este principio ha de hacer referencia a la idea de la persona como imagen del Creador, al deseo de una absoluta y esencial libertad. Como sabemos, la fundación de las Naciones Unidas coincidió con la profunda conmoción experimentada por la humanidad cuando se abandonó la referencia al sentido de la trascendencia y de la razón natural y, en consecuencia, se violaron gravemente la libertad y la dignidad del hombre. Cuando eso ocurre, los fundamentos objetivos de los valores que inspiran y gobiernan el orden internacional se ven amenazados, y minados en su base los principios inderogables e inviolables formulados y consolidados por las Naciones Unidas. Cuando se está ante nuevos e insistentes desafíos, es un error retroceder hacia un planteamiento pragmático, limitado a determinar "un terreno común", minimalista en los contenidos y débil en su efectividad.

La referencia a la dignidad humana, que es el fundamento y el objetivo de la responsabilidad de proteger, nos lleva al tema sobre el cual hemos sido invitados a centrarnos este año, en el que se cumple el 60° aniversario de la *Declaración Universal de los Derechos del Hombre*. El documento fue el resultado de una convergencia de tradiciones religiosas y culturales, todas ellas motivadas por el deseo común de poner a la persona humana en el corazón de las instituciones, leyes y actuaciones de la sociedad, y de considerar a la persona humana esencial para el mundo de la cultura, de la religión y de la ciencia. Los derechos humanos son presentados cada vez más como el lenguaje común y el sustrato ético de las relaciones internacionales. Al mismo tiempo, la universalidad, la indivisibilidad y la interdependencia de los derechos humanos sirven como garantía para la salvaguardia de la dignidad humana. Sin embargo, es evidente que los derechos reconocidos y enunciados en la *Declaración* se aplican a cada uno en virtud del origen común de la persona, la cual sigue siendo el punto más alto del designio creador de Dios para el mundo y la historia. Estos derechos se basan en la ley natural inscrita en el corazón del hombre y presente en las diferentes culturas y civilizaciones. Arrancar los derechos humanos de este contexto significaría restringir su ámbito y ceder a una concepción relativista, según la cual el sentido y la interpretación de los derechos podrían variar, negando su universalidad en nombre de los diferentes contextos culturales, políticos, sociales e incluso religiosos. Así pues, no se debe permitir que esta vasta variedad de puntos de vista oscurezca no sólo el hecho de que los derechos son universales, sino que también lo es la persona humana, sujeto de estos derechos.

La vida de la comunidad, tanto en el ámbito interior como en el internacional, muestra claramente cómo el respeto de los derechos y las garantías que se derivan de ellos son las medidas del bien común que sirven para valorar la relación entre justicia e injusticia, desarrollo y pobreza, seguridad y conflicto. La promoción de los derechos humanos sigue siendo la estrategia más eficaz para extirpar las desigualdades entre Países y grupos sociales, así como para aumentar la seguridad. Es cierto que las víctimas de la opresión y la desesperación, cuya dignidad humana se ve impunemente violada, pueden ceder fácilmente al impulso de la violencia y convertirse ellas mismas en transgresoras de la paz. Sin embargo, el bien común que los derechos humanos permiten conseguir no puede lograrse simplemente con la aplicación de procedimientos correctos ni tampoco a través de un simple equilibrio entre derechos contrapuestos. La *Declaración Universal* tiene el mérito de haber permitido confluir en un núcleo fundamental de valores y, por lo tanto, de derechos, a diferentes culturas, expresiones jurídicas y modelos institucionales. No obstante, hoy es preciso redoblar los esfuerzos ante las presiones para reinterpretar los fundamentos de la *Declaración* y comprometer con ello su íntima unidad, facilitando así su alejamiento de la protección de la dignidad humana para satisfacer meros intereses, con frecuencia particulares. La *Declaración* fue adoptada como un "ideal común" (*preámbulo*) y no puede ser aplicada por partes separadas, según tendencias u opciones selectivas que corren simplemente el riesgo de contradecir la unidad de la persona humana y por tanto la indivisibilidad de los derechos humanos.

La experiencia nos enseña que a menudo la legalidad prevalece sobre la justicia cuando la insistencia sobre los derechos humanos los hace aparecer como resultado exclusivo de medidas legislativas o decisiones normativas tomadas por las diversas agencias de los que están en el poder. Cuando se presentan simplemente en términos de legalidad, los derechos corren el riesgo de convertirse en proposiciones frágiles, separadas de la dimensión ética y racional, que es su fundamento y su fin. Por el contrario, la *Declaración Universal* ha

reforzado la convicción de que el respeto de los derechos humanos está enraizado principalmente en la justicia que no cambia, sobre la cual se basa también la fuerza vinculante de las proclamaciones internacionales. Este aspecto se ve frecuentemente desatendido cuando se intenta privar a los derechos de su verdadera función en nombre de una mísera perspectiva utilitarista. Puesto que los derechos y los consiguientes deberes provienen naturalmente de la interacción humana, es fácil olvidar que son el fruto de un sentido común de la justicia, basado principalmente sobre la solidaridad entre los miembros de la sociedad y, por tanto, válidos para todos los tiempos y todos los pueblos. Esta intuición fue expresada ya muy pronto, en el siglo V, por Agustín de Hipona, uno de los maestros de nuestra herencia intelectual. Decía que la máxima *no hagas a otros lo que no quieres que te hagan a ti* "en modo alguno puede variar, por mucha que sea la diversidad de las naciones" (*De doctrina christiana*, III, 14). Por tanto, los derechos humanos han de ser respetados como expresión de justicia, y no simplemente porque pueden hacerse respetar mediante la voluntad de los legisladores.

Señoras y Señores,

con el transcurrir de la historia surgen situaciones nuevas y se intenta conectarlas a nuevos derechos. El discernimiento, es decir, la capacidad de distinguir el bien del mal, se hace más esencial en el contexto de exigencias que conciernen a la vida misma y al comportamiento de las personas, de las comunidades y de los pueblos. Al afrontar el tema de los derechos, puesto que en él están implicadas situaciones importantes y realidades profundas, el discernimiento es al mismo tiempo una virtud indispensable y fructuosa.

Así, el discernimiento muestra cómo el confiar de manera exclusiva a cada Estado, con sus leyes e instituciones, la responsabilidad última de conjugar las aspiraciones de personas, comunidades y pueblos enteros puede tener a veces consecuencias que excluyen la posibilidad de un orden social respetuoso de la dignidad y los derechos de la persona. Por otra parte, una visión de la vida enraizada firmemente en la dimensión religiosa puede ayudar a conseguir dichos fines, puesto que el reconocimiento del valor trascendente de todo hombre y toda mujer favorece la conversión del corazón, que lleva al compromiso de resistir a la violencia, al terrorismo y a la guerra, y de promover la justicia y la paz. Además, esto proporciona el contexto apropiado para ese diálogo interreligioso que las Naciones Unidas están llamadas a apoyar, del mismo modo que apoyan el diálogo en otros campos de la actividad humana. El diálogo debería ser reconocido como el medio a través del cual los diversos sectores de la sociedad pueden articular su propio punto de vista y construir el consenso sobre la verdad en relación a los valores u objetivos particulares. Pertenece a la naturaleza de las religiones, libremente practicadas, el que puedan entablar autónomamente un diálogo de pensamiento y de vida. Si también a este nivel la esfera religiosa se mantiene separada de la acción política, se producirán grandes beneficios para las personas y las comunidades. Por otra parte, las Naciones Unidas pueden contar con los resultados del diálogo entre las religiones y beneficiarse de la disponibilidad de los creyentes para poner sus propias experiencias al servicio del bien común. Su cometido es proponer una visión de la fe, no en términos de intolerancia, discriminación y conflicto, sino de total respeto de la verdad, la coexistencia, los derechos y la reconciliación.

Obviamente, los derechos humanos deben incluir el derecho a la libertad religiosa, entendido como expresión de una dimensión que es al mismo tiempo individual y comunitaria, una visión que manifiesta la unidad de la persona, aun distinguiendo claramente entre la dimensión de ciudadano y la de creyente. La actividad de las Naciones Unidas en los años recientes ha asegurado que el debate público ofrezca espacio a puntos de vista inspirados en una visión religiosa en todas sus dimensiones, incluyendo la de rito, culto, educación, difusión de informaciones, así como la libertad de profesar o elegir una religión. Es inconcebible, por tanto, que los creyentes tengan que suprimir una parte de sí mismos –su fe– para ser ciudadanos activos. Nunca debería ser necesario renegar de Dios para poder gozar de los propios derechos. Los derechos asociados con la religión necesitan protección sobre todo si se los considera en conflicto con la ideología secular predominante o con posiciones de una mayoría religiosa de naturaleza exclusiva. No se puede limitar la plena garantía de la libertad religiosa al libre ejercicio del culto, sino que se ha de tener en la debida consideración la dimensión pública de la religión y, por tanto, la posibilidad de que los creyentes contribuyan la construcción del orden social. A decir verdad, ya lo están haciendo, por ejemplo, a través de su implicación influyente y generosa en una amplia red de iniciativas, que van desde las universidades a las instituciones científicas, escuelas, centros de atención médica y a organizaciones caritativas al servicio de los más pobres y marginados. El rechazo a reconocer la contribución a la sociedad que está enraizada en la dimensión religiosa y en la búsqueda del Absoluto

—espressione per la propria natura della comunione tra persone— privilegiere effettivamente un atteggiamento individualista e frammenterebbe l'unità della persona.

La mia presenza in questa Assemblea è una dimostrazione di stima per le Nazioni Unite e è considerata come espressione di speranza in che l'Organizzazione serva sempre più come segno di unità tra gli Stati e come strumento al servizio di tutta la famiglia umana. Manifesta anche la volontà della Chiesa Cattolica di offrire la propria contribuzione alla costruzione di relazioni internazionali in un modo in cui si permetta a ogni persona e a ogni popolo percepire che sono un elemento capace di marcare la differenza. Inoltre, la Chiesa lavora per ottenere detti obiettivi attraverso l'attività internazionale della Santa Sede, in modo coerente con la propria contribuzione in campo etico e morale e con la libera attività dei propri fedeli. Certamente, la Santa Sede ha sempre avuto un posto nelle assemblee delle Nazioni, manifestando così il proprio carattere specifico in quanto soggetto nell'ambito internazionale. Come hanno confermato recentemente le Nazioni Unite, la Santa Sede offre così la propria contribuzione secondo le disposizioni della legge internazionale, aiuta a definirla e a essa si rimanda.

Le Nazioni Unite continuano a essere un luogo privilegiato in cui la Chiesa è impegnata a portare la propria esperienza "in umanità", sviluppata nel corso dei secoli tra popoli di ogni razza e cultura, e a metterla a disposizione di tutti i membri della comunità internazionale. Questa esperienza e attività, orientate a ottenere la libertà per tutti i credenti, tentano di aumentare anche la protezione che si offre ai diritti della persona. Detti diritti sono basati e plasmati nella natura trascendente della persona, che permette a uomini e donne percorrere il loro cammino di fede e la loro ricerca di Dio in questo mondo. Il riconoscimento di questa dimensione deve essere rinforzato se vogliamo promuovere la speranza per l'umanità in un mondo migliore, e creare condizioni propizie per la pace, lo sviluppo, la cooperazione e la garanzia dei diritti delle generazioni future.

Nella mia recente Enciclica *Spe salvi*, ho sottolineato "che la ricerca, sempre nuova e faticosa, di retti ordinamenti per le realtà umane è un compito di ogni generazione" (n. 25). Per i cristiani, questo compito è motivato dalla speranza che proviene dall'opera salvifica di Gesù Cristo. Precisamente per questo la Chiesa si rallegra di essere associata con l'attività di questa illustre Organizzazione, alla quale è affidata la responsabilità di promuovere la pace e la buona volontà in tutto il mondo. Cari amici, vi ringrazio per l'opportunità di dirigermi oggi a voi e prometto la mia preghiera per lo sviluppo della vostra nobile missione.

Prima di congedarmi da questa illustre Assemblea, vorrei esprimere i miei migliori desideri, nelle lingue ufficiali, a tutte le Nazioni rappresentate in essa:

[In inglese, in francese, in spagnolo, in arabo, in cinese e in russo:]

Pace e prosperità con l'aiuto di Dio!

Molte grazie.

[00583-04.01] [Testo originale: Inglese]

TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Signor Presidente
Signore e Signori,

nel dare inizio al mio discorso a questa Assemblea, desidero anzitutto esprimere a Lei, Signor Presidente, la mia sincera gratitudine per le gentili parole a me dirette. Uguale sentimento va anche al Segretario Generale, il Signor Ban Ki-moon, per avermi invitato a visitare gli uffici centrali dell'Organizzazione e per il benvenuto che mi ha rivolto. Saluto gli Ambasciatori e i Diplomatici degli Stati Membri e quanti sono presenti: attraverso di voi, saluto i popoli che qui rappresentano. Essi attendono da questa Istituzione che porti avanti l'ispirazione che ne

ha guidato la fondazione, quella di un "centro per l'armonizzazione degli atti delle Nazioni nel perseguimento dei fini comuni", la pace e lo sviluppo (cfr *Carta delle Nazioni Unite*, art. 1.2-1.4). Come il Papa Giovanni Paolo II disse nel 1995, l'Organizzazione dovrebbe essere "centro morale, in cui tutte le nazioni del mondo si sentano a casa loro, sviluppando la comune coscienza di essere, per così dire, una 'famiglia di nazioni'" (*Messaggio all'Assemblea Generale delle Nazioni Unite, nel 50° anniversario della fondazione*, New York, 5 ottobre 1995, 14).

Mediante le Nazioni Unite, gli Stati hanno dato vita a obiettivi universali che, pur non coincidendo con il bene comune totale dell'umana famiglia, senza dubbio rappresentano una parte fondamentale di quel bene stesso. I principi fondativi dell'Organizzazione - il desiderio della pace, la ricerca della giustizia, il rispetto della dignità della persona, la cooperazione umanitaria e l'assistenza - esprimono le giuste aspirazioni dello spirito umano e costituiscono gli ideali che dovrebbero sottostare alle relazioni internazionali. Come i miei predecessori Paolo VI e Giovanni Paolo II hanno osservato da questo medesimo podio, si tratta di argomenti che la Chiesa Cattolica e la Santa Sede seguono con attenzione e con interesse, poiché vedono nella vostra attività come problemi e conflitti riguardanti la comunità mondiale possano essere soggetti ad una comune regolamentazione. Le Nazioni Unite incarnano l'aspirazione ad "un grado superiore di orientamento internazionale" (Giovanni Paolo II, *Sollicitudo rei socialis*, 43), ispirato e governato dal principio di sussidiarietà, e pertanto capace di rispondere alle domande dell'umana famiglia mediante regole internazionali vincolanti ed attraverso strutture in grado di armonizzare il quotidiano svolgersi della vita dei popoli. Ciò è ancor più necessario in un tempo in cui sperimentiamo l'ovvio paradosso di un consenso multilaterale che continua ad essere in crisi a causa della sua subordinazione alle decisioni di pochi, mentre i problemi del mondo esigono interventi nella forma di azione collettiva da parte della comunità internazionale.

Certo, questioni di sicurezza, obiettivi di sviluppo, riduzione delle ineguaglianze locali e globali, protezione dell'ambiente, delle risorse e del clima, richiedono che tutti i responsabili internazionali agiscano congiuntamente e dimostrino una prontezza ad operare in buona fede, nel rispetto della legge e nella promozione della solidarietà nei confronti delle regioni più deboli del pianeta. Penso in particolar modo a quei Paesi dell'Africa e di altre parti del mondo che rimangono ai margini di un autentico sviluppo integrale, e sono perciò a rischio di sperimentare solo gli effetti negativi della globalizzazione. Nel contesto delle relazioni internazionali, è necessario riconoscere il superiore ruolo che giocano le regole e le strutture intrinsecamente ordinate a promuovere il bene comune, e pertanto a difendere la libertà umana. Tali regole non limitano la libertà; al contrario, la promuovono, quando proibiscono comportamenti e atti che operano contro il bene comune, ne ostacolano l'effettivo esercizio e perciò compromettono la dignità di ogni persona umana. Nel nome della libertà deve esserci una correlazione fra diritti e doveri, con cui ogni persona è chiamata ad assumersi la responsabilità delle proprie scelte, fatte in conseguenza dell'entrata in rapporto con gli altri. Qui il nostro pensiero si rivolge al modo in cui i risultati delle scoperte della ricerca scientifica e tecnologica sono stati talvolta applicati. Nonostante gli enormi benefici che l'umanità può trarne, alcuni aspetti di tale applicazione rappresentano una chiara violazione dell'ordine della creazione, sino al punto in cui non soltanto viene contraddetto il carattere sacro della vita, ma la stessa persona umana e la famiglia vengono derubate della loro identità naturale. Allo stesso modo, l'azione internazionale volta a preservare l'ambiente e a proteggere le varie forme di vita sulla terra non deve garantire soltanto un uso razionale della tecnologia e della scienza, ma deve anche riscoprire l'autentica immagine della creazione. Questo non richiede mai una scelta da farsi tra scienza ed etica: piuttosto si tratta di adottare un metodo scientifico che sia veramente rispettoso degli imperativi etici.

Il riconoscimento dell'unità della famiglia umana e l'attenzione per l'innata dignità di ogni uomo e donna trovano oggi una rinnovata accentuazione nel principio della responsabilità di proteggere. Solo di recente questo principio è stato definito, ma era già implicitamente presente alle origini delle Nazioni Unite ed è ora divenuto sempre più caratteristica dell'attività dell'Organizzazione. Ogni Stato ha il dovere primario di proteggere la propria popolazione da violazioni gravi e continue dei diritti umani, come pure dalle conseguenze delle crisi umanitarie, provocate sia dalla natura che dall'uomo. Se gli Stati non sono in grado di garantire simile protezione, la comunità internazionale deve intervenire con i mezzi giuridici previsti dalla Carta delle Nazioni Unite e da altri strumenti internazionali. L'azione della comunità internazionale e delle sue istituzioni, supposto il rispetto dei principi che sono alla base dell'ordine internazionale, non deve mai essere interpretata come un'imposizione indesiderata e una limitazione di sovranità. Al contrario, è l'indifferenza o la mancanza di intervento che recano danno reale. Ciò di cui vi è bisogno è una ricerca più profonda di modi di prevenire e

controllare i conflitti, esplorando ogni possibile via diplomatica e prestando attenzione ed incoraggiamento anche ai più flebili segni di dialogo o di desiderio di riconciliazione.

Il principio della "responsabilità di proteggere" era considerato dall'antico *ius gentium* quale fondamento di ogni azione intrapresa dai governanti nei confronti dei governati: nel tempo in cui il concetto di Stati nazionali sovrani si stava sviluppando, il frate domenicano Francisco de Vitoria, a ragione considerato precursore dell'idea delle Nazioni Unite, aveva descritto tale responsabilità come un aspetto della ragione naturale condivisa da tutte le Nazioni, e come il risultato di un ordine internazionale il cui compito era di regolare i rapporti fra i popoli. Ora, come allora, tale principio deve invocare l'idea della persona quale immagine del Creatore, il desiderio di una assoluta ed essenziale libertà. La fondazione delle Nazioni Unite, come sappiamo, coincise con il profondo sdegno sperimentato dall'umanità quando fu abbandonato il riferimento al significato della trascendenza e della ragione naturale, e conseguentemente furono gravemente violate la libertà e la dignità dell'uomo. Quando ciò accade, sono minacciati i fondamenti oggettivi dei valori che ispirano e governano l'ordine internazionale e sono minati alla base quei principi cogenti ed inviolabili formulati e consolidati dalle Nazioni Unite. Quando si è di fronte a nuove ed insistenti sfide, è un errore ritornare indietro ad un approccio pragmatico, limitato a determinare "un terreno comune", minimale nei contenuti e debole nei suoi effetti.

Il riferimento all'umana dignità, che è il fondamento e l'obiettivo della responsabilità di proteggere, ci porta al tema sul quale siamo invitati a concentrarci quest'anno, che segna il 60° anniversario della *Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Uomo*. Il documento fu il risultato di una convergenza di tradizioni religiose e culturali, tutte motivate dal comune desiderio di porre la persona umana al cuore delle istituzioni, leggi e interventi della società, e di considerare la persona umana essenziale per il mondo della cultura, della religione e della scienza. I diritti umani sono sempre più presentati come linguaggio comune e sostrato etico delle relazioni internazionali. Allo stesso tempo, l'universalità, l'indivisibilità e l'interdipendenza dei diritti umani servono tutte quali garanzie per la salvaguardia della dignità umana. È evidente, tuttavia, che i diritti riconosciuti e delineati nella *Dichiarazione* si applicano ad ognuno in virtù della comune origine della persona, la quale rimane il punto più alto del disegno creatore di Dio per il mondo e per la storia. Tali diritti sono basati sulla legge naturale iscritta nel cuore dell'uomo e presente nelle diverse culture e civiltà. Rimuovere i diritti umani da questo contesto significherebbe restringere il loro ambito e cedere ad una concezione relativistica, secondo la quale il significato e l'interpretazione dei diritti potrebbero variare e la loro universalità verrebbe negata in nome di contesti culturali, politici, sociali e persino religiosi differenti. Non si deve tuttavia permettere che tale ampia varietà di punti di vista oscuri il fatto che non solo i diritti sono universali, ma lo è anche la persona umana, soggetto di questi diritti.

La vita della comunità, a livello sia interno che internazionale, mostra chiaramente come il rispetto dei diritti e le garanzie che ne conseguono siano misure del bene comune che servono a valutare il rapporto fra giustizia ed ingiustizia, sviluppo e povertà, sicurezza e conflitto. La promozione dei diritti umani rimane la strategia più efficace per eliminare le disuguaglianze fra Paesi e gruppi sociali, come pure per un aumento della sicurezza. Certo, le vittime degli stenti e della disperazione, la cui dignità umana viene violata impunemente, divengono facile preda del richiamo alla violenza e possono diventare in prima persona violatrici della pace. Tuttavia il bene comune che i diritti umani aiutano a raggiungere non si può realizzare semplicemente con l'applicazione di procedure corrette e neppure mediante un semplice equilibrio fra diritti contrastanti. Il merito della *Dichiarazione Universale* è di aver permesso a differenti culture, espressioni giuridiche e modelli istituzionali di convergere attorno ad un nucleo fondamentale di valori e, quindi, di diritti. Oggi però occorre raddoppiare gli sforzi di fronte alle pressioni per reinterpretare i fondamenti della *Dichiarazione* e di comprometterne l'intima unità, così da facilitare un allontanamento dalla protezione della dignità umana per soddisfare semplici interessi, spesso interessi particolari. La *Dichiarazione* fu adottata come "comune concezione da perseguire" (*preambolo*) e non può essere applicata per parti staccate, secondo tendenze o scelte selettive che corrono semplicemente il rischio di contraddire l'unità della persona umana e perciò l'indivisibilità dei diritti umani.

L'esperienza ci insegna che spesso la legalità prevale sulla giustizia quando l'insistenza sui diritti umani li fa apparire come l'esclusivo risultato di provvedimenti legislativi o di decisioni normative prese dalle varie agenzie di coloro che sono al potere. Quando vengono presentati semplicemente in termini di legalità, i diritti rischiano di diventare deboli proposizioni staccate dalla dimensione etica e razionale, che è il loro fondamento e scopo. Al contrario, la *Dichiarazione Universale* ha rafforzato la convinzione che il rispetto dei diritti umani è radicato principalmente nella giustizia che non cambia, sulla quale si basa anche la forza vincolante delle proclamazioni

internazionali. Tale aspetto viene spesso disatteso quando si tenta di privare i diritti della loro vera funzione in nome di una gretta prospettiva utilitaristica. Dato che i diritti e i conseguenti doveri seguono naturalmente dall'interazione umana, è facile dimenticare che essi sono il frutto di un comune senso della giustizia, basato primariamente sulla solidarietà fra i membri della società e perciò validi per tutti i tempi e per tutti i popoli. Questa intuizione fu espressa sin dal quinto secolo da Agostino di Ippona, uno dei maestri della nostra eredità intellettuale, il quale ebbe a dire riguardo al *Non fare agli altri ciò che non vorresti fosse fatto a te* che tale massima "non può in alcun modo variare a seconda delle diverse comprensioni presenti nel mondo" (*De doctrina christiana*, III, 14). Perciò, i diritti umani debbono esser rispettati quali espressione di giustizia e non semplicemente perché possono essere fatti rispettare mediante la volontà dei legislatori.

Signore e Signori,

mentre la storia procede, sorgono nuove situazioni e si tenta di collegarle a nuovi diritti. Il discernimento, cioè la capacità di distinguere il bene dal male, diviene ancor più essenziale nel contesto di esigenze che riguardano le vite stesse e i comportamenti delle persone, delle comunità e dei popoli. Affrontando il tema dei diritti, dato che vi sono coinvolte situazioni importanti e realtà profonde, il discernimento è al tempo stesso una virtù indispensabile e fruttuosa.

Il discernimento, dunque, mostra come l'affidare in maniera esclusiva ai singoli Stati, con le loro leggi ed istituzioni, la responsabilità ultima di venire incontro alle aspirazioni di persone, comunità e popoli interi può talvolta avere delle conseguenze che escludono la possibilità di un ordine sociale rispettoso della dignità e dei diritti della persona. D'altra parte, una visione della vita saldamente ancorata alla dimensione religiosa può aiutare a conseguire tali fini, dato che il riconoscimento del valore trascendente di ogni uomo e ogni donna favorisce la conversione del cuore, che poi porta ad un impegno di resistere alla violenza, al terrorismo ed alla guerra e di promuovere la giustizia e la pace. Ciò fornisce inoltre il contesto proprio per quel dialogo interreligioso che le Nazioni Unite sono chiamate a sostenere, allo stesso modo in cui sostengono il dialogo in altri campi dell'attività umana. Il dialogo dovrebbe essere riconosciuto quale mezzo mediante il quale le varie componenti della società possono articolare il proprio punto di vista e costruire il consenso attorno alla verità riguardante valori od obiettivi particolari. È proprio della natura delle religioni, liberamente praticate, il fatto che possano autonomamente condurre un dialogo di pensiero e di vita. Se anche a tale livello la sfera religiosa è tenuta separata dall'azione politica, grandi benefici ne provengono per gli individui e per le comunità. D'altro canto, le Nazioni Unite possono contare sui risultati del dialogo fra religioni e trarre frutto dalla disponibilità dei credenti a porre le proprie esperienze a servizio del bene comune. Loro compito è quello di proporre una visione della fede non in termini di intolleranza, di discriminazione e di conflitto, ma in termini di rispetto totale della verità, della coesistenza, dei diritti e della riconciliazione.

Ovviamente i diritti umani debbono includere il diritto di libertà religiosa, compreso come espressione di una dimensione che è al tempo stesso individuale e comunitaria, una visione che manifesta l'unità della persona, pur distinguendo chiaramente fra la dimensione di cittadino e quella di credente. L'attività delle Nazioni Unite negli anni recenti ha assicurato che il dibattito pubblico offra spazio a punti di vista ispirati ad una visione religiosa in tutte le sue dimensioni, inclusa quella rituale, di culto, di educazione, di diffusione di informazioni, come pure la libertà di professare o di scegliere una religione. È perciò inconcepibile che dei credenti debbano sopprimere una parte di se stessi – la loro fede – per essere cittadini attivi; non dovrebbe mai essere necessario rinnegare Dio per poter godere dei propri diritti. I diritti collegati con la religione sono quanto mai bisognosi di essere protetti se vengono considerati in conflitto con l'ideologia secolare prevalente o con posizioni di una maggioranza religiosa di natura esclusiva. Non si può limitare la piena garanzia della libertà religiosa al libero esercizio del culto; al contrario, deve esser tenuta in giusta considerazione la dimensione pubblica della religione e quindi la possibilità dei credenti di fare la loro parte nella costruzione dell'ordine sociale. In verità, già lo stanno facendo, ad esempio, attraverso il loro coinvolgimento influente e generoso in una vasta rete di iniziative, che vanno dalle università, alle istituzioni scientifiche, alle scuole, alle agenzie di cure mediche e ad organizzazioni caritative al servizio dei più poveri e dei più marginalizzati. Il rifiuto di riconoscere il contributo alla società che è radicato nella dimensione religiosa e nella ricerca dell'Assoluto – per sua stessa natura, espressione della comunione fra persone – privilegierebbe indubbiamente un approccio individualistico e frammenterebbe l'unità della persona.

La mia presenza in questa Assemblea è un segno di stima per le Nazioni Unite ed è intesa quale espressione della speranza che l'Organizzazione possa servire sempre più come segno di unità fra Stati e quale strumento di servizio per tutta l'umana famiglia. Essa mostra pure la volontà della Chiesa Cattolica di offrire il contributo che le è proprio alla costruzione di relazioni internazionali in un modo che permetta ad ogni persona e ad ogni popolo di percepire di poter fare la differenza. La Chiesa opera inoltre per la realizzazione di tali obiettivi attraverso l'attività internazionale della Santa Sede, in modo coerente con il proprio contributo nella sfera etica e morale e con la libera attività dei propri fedeli. Indubbiamente la Santa Sede ha sempre avuto un posto nelle assemblee delle Nazioni, manifestando così il proprio carattere specifico quale soggetto nell'ambito internazionale. Come hanno recentemente confermato le Nazioni Unite, la Santa Sede offre così il proprio contributo secondo le disposizioni della legge internazionale, aiuta a definirla e ad essa fa riferimento.

Le Nazioni Unite rimangono un luogo privilegiato nel quale la Chiesa è impegnata a portare la propria esperienza "in umanità", sviluppata lungo i secoli fra popoli di ogni razza e cultura, e a metterla a disposizione di tutti i membri della comunità internazionale. Questa esperienza ed attività, dirette ad ottenere la libertà per ogni credente, cercano inoltre di aumentare la protezione offerta ai diritti della persona. Tali diritti sono basati e modellati sulla natura trascendente della persona, che permette a uomini e donne di percorrere il loro cammino di fede e la loro ricerca di Dio in questo mondo. Il riconoscimento di questa dimensione va rafforzato se vogliamo sostenere la speranza dell'umanità in un mondo migliore, e se vogliamo creare le condizioni per la pace, lo sviluppo, la cooperazione e la garanzia dei diritti delle generazioni future.

Nella mia recente Enciclica *Spe salvi*, ho sottolineato "che la sempre nuova faticosa ricerca di retti ordinamenti per le cose umane è compito di ogni generazione" (n. 25). Per i cristiani tale compito è motivato dalla speranza che scaturisce dall'opera salvifica di Gesù Cristo. Ecco perché la Chiesa è lieta di essere associata all'attività di questa illustre Organizzazione, alla quale è affidata la responsabilità di promuovere la pace e la buona volontà in tutto il mondo. Cari amici, vi ringrazio per l'odierna opportunità di rivolgermi a voi e prometto il sostegno delle mie preghiere per il proseguimento del vostro nobile compito.

Prima di congedarmi da questa distinta Assemblea, vorrei porgere i miei saluti a tutte le Nazioni qui rappresentate nelle lingue ufficiali.

[in inglese; in francese; in spagnolo; in arabo; in cinese; in russo:]

Pace e prosperità con l'aiuto di Dio!

Grazie molte!

[00583-01.01] [Testo originale: Plurilingue]

• SALUTO ALLO STAFF ED AL PERSONALE DELL'ONU DISCORSO DEL SANTO PADRE TRADUZIONE IN LINGUA SPAGNOLA TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Dopo l'incontro in privato con il Presidente dell'Assemblea Generale e quello con il Presidente del Consiglio di Sicurezza dell'ONU, il Papa saluta lo staff e il personale della Sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite a New York e rivolge loro il discorso che riportiamo di seguito:

DISCORSO DEL SANTO PADRE

Ladies and Gentlemen,

Here, within a small space in the busy city of New York, is housed an Organization with a worldwide mission to promote peace and justice. I am reminded of the similar contrast in scale between Vatican City State and the world in which the Church exercises her universal mission and apostolate. The sixteenth-century artists who painted the maps on the walls of the Apostolic Palace reminded the Popes of the vast extent of the known world. In those frescoes, the Successors of Peter were offered a tangible sign of the immense outreach of the Church's mission at a time when the discovery of the New World was opening up unforeseen horizons. Here in this glass palace, the art on display has its own way of reminding us of the responsibilities of the United Nations

Organization. We see images of the effects of war and poverty, we are reminded of our duty to strive for a better world, and we rejoice in the sheer diversity and exuberance of human culture, manifested in the wide range of peoples and nations gathered together under the umbrella of the international community.

On the occasion of my visit, I wish to pay tribute to the invaluable contribution made by the administrative staff and the many employees of the United Nations, who carry out their duties with such great dedication and professionalism every day – here in New York, in other UN centres, and at special missions all over the world. To you, and to those who have gone before you, I would like to express my personal appreciation and that of the whole Catholic Church. We remember especially the many civilians and peace-keepers who have sacrificed their lives in the field for the good of the peoples they serve – in 2007 alone there were forty-two of them. We also remember the vast multitude who dedicate their lives to work that is never sufficiently acknowledged, often in difficult circumstances. To all of you – translators, secretaries, administrative personnel of every kind, maintenance and security staff, development workers, peace-keepers and many others – thank you, most sincerely. The work that you do makes it possible for the Organization to continue exploring new ways of achieving the goals for which it was founded.

The United Nations is often spoken of as the "family of nations". By the same token, the headquarters here in New York could be described as a home, a place of welcome and concern for the good of family members everywhere. It is an excellent place in which to promote growth in understanding and collaboration between peoples. Rightly, the staff of the United Nations are selected from a wide range of cultures and nationalities. The personnel here constitute a microcosm of the whole world, in which each individual makes an indispensable contribution from the perspective of his or her particular cultural and religious heritage. The ideals that inspired the founders of this institution need to take shape here and in every one of the Organization's missions around the world in the mutual respect and acceptance that are the hallmarks of a thriving family.

In the internal debates of the United Nations, increasing emphasis is being placed on the "responsibility to protect". Indeed this is coming to be recognized as the moral basis for a government's claim to authority. It is also a feature that naturally appertains to a family, in which stronger members take care of weaker ones. This Organization performs an important service, in the name of the international community, by monitoring the extent to which governments fulfil their responsibility to protect their citizens. On a day-to-day level, it is you who lay the foundations on which that work is built, by the concern you show for one another in the workplace, and by your solicitude for the many peoples whose needs and aspirations you serve in all that you do.

The Catholic Church, through the international activity of the Holy See, and through countless initiatives of lay Catholics, local Churches and religious communities, assures you of her support for your work. I assure you and your families of a special remembrance in my prayers. May Almighty God bless you always and comfort you with his grace and his peace, so that through the care you offer to the entire human family, you can continue to be of service to him.

Thank you.

[00584-02.01] [Original text: English]

TRADUZIONE IN LINGUA SPAGNOLA

Señoras y Señores:

Aquí, en este pequeño lugar en medio de la ajetreada ciudad de Nueva York, se encuentra situada una Organización que tiene una misión tan vasta como el mundo: la promoción de la paz y la justicia. Me recuerda un contraste parecido, en lo que a la magnitud se refiere, entre el Estado de la Ciudad del Vaticano y el mundo, en el que la Iglesia realiza su misión universal y su apostolado. Los artistas que en el siglo XVI pintaron los mapas geográficos en las paredes del Palacio Apostólico recordaron a los Papas la enorme extensión del mundo conocido. En esos frescos se presentaba a los Sucesores de Pedro un signo palpable del inmenso radio de acción de la misión de la Iglesia, en un tiempo en el que el descubrimiento del Nuevo Mundo abría horizontes inesperados. Aquí, en este Palacio de Cristal, el arte que se muestra tiene su propia manera de

recordar las responsabilidades de la Organización de las Naciones Unidas. Vemos imágenes de los efectos de la guerra y de la pobreza, se nos recuerda el deber de comprometernos por un mundo mejor y experimentamos alegría por la genuina variedad y exuberancia de la cultura humana, como se pone de manifiesto en la amplia gama de pueblos y naciones reunidos bajo la protección de la Comunidad Internacional.

Con ocasión de mi visita, deseo rendir homenaje a la incalculable aportación del personal administrativo y de los empleados de las Naciones Unidas, que desempeñan sus tareas cada día con gran dedicación y profesionalidad, ya sea aquí, en Nueva York, como en otros centros de la ONU o en misiones particulares por todo el mundo. Quisiera expresarles, a ustedes y a quienes les han precedido, mi agradecimiento personal y el de toda la Iglesia Católica. Recordamos de manera especial a tantos civiles y custodios de la paz –cuarenta y dos sólo en 2007– que han sacrificado sus vidas sobre el terreno por el bien de los pueblos a los que sirven. Recordamos también la gran multitud de los que dedican su vida a trabajos no siempre suficientemente reconocidos, y realizados con frecuencia en condiciones difíciles. A todos ustedes, traductores, secretarios, personal administrativo de toda clase, equipos de mantenimiento y de seguridad, trabajadores para el desarrollo, custodios de la paz y a tantos otros, dirijo mi más sincero agradecimiento. El trabajo que llevan a cabo permite a la Organización buscar continuamente nuevas vías para alcanzar los objetivos para los cuales fue fundada.

Se habla frecuentemente de las Naciones Unidas como de la "familia de las naciones". De la misma manera, podría hablarse de la sede central, aquí en Nueva York, como de un hogar doméstico, un lugar de bienvenida y de preocupación por el bien de los miembros de la familia en todas partes. Es un lugar excepcional para promover el aumento de la comprensión mutua y de la colaboración entre los pueblos. Con razón se escoge el personal de la plantilla de las Naciones Unidas entre una amplia gama de culturas y nacionalidades. El personal aquí forma un microcosmos del mundo entero, en el que cada uno da una aportación indispensable desde el punto de vista de su propio patrimonio cultural y religioso. Los ideales que han inspirado a los fundadores de esta institución deben expresarse, aquí y en cada una de las misiones de la Organización, en el respeto y la aceptación recíproca, que son características de una familia prospera.

En los debates internos de las Naciones Unidas se está dando una importancia creciente a la "responsabilidad de proteger". De hecho, ésta comienza a ser reconocida como la base moral del derecho de un gobierno a ejercer la autoridad. Es también una característica que pertenece por naturaleza a la familia, en la que los miembros más fuertes cuidan de los más débiles. Esta Organización, supervisando de qué manera los gobiernos cumplen con su responsabilidad de proteger a sus ciudadanos, presta un servicio importante en nombre de la comunidad internacional. En el ámbito del día a día, son ustedes quienes, mediante la atención que muestran unos por otros en el puesto de trabajo y su preocupación por los numerosos pueblos a los que sirven en sus necesidades y aspiraciones con su actividad, ponen los fundamentos para realizar este cometido.

La Iglesia Católica, a través de la actividad internacional de la Santa Sede y mediante las innumerables iniciativas de los laicos católicos, Iglesias locales y comunidades religiosas, les ofrece su apoyo en su quehacer. Les aseguro un recuerdo especial en mis plegarias por ustedes y sus familiares. Que Dios todopoderoso les bendiga siempre y les conforte con su gracia y su paz, para que mediante su atención a toda la familia humana, puedan seguir sirviéndole a Él.

Gracias.

[00584-04.01] [Texto original: Inglés]

TRADUZIONE IN LINGUA ITALIANA

Signore e Signori,

qui, in un piccolo spazio in mezzo alla città indaffarata di New York, è collocata un'Organizzazione con una missione vasta come il mondo di promuovere la pace e la giustizia. Mi viene in mente un contrasto analogo quanto all'ordine di grandezza tra lo Stato della Città del Vaticano e il mondo, in cui la Chiesa esercita la sua missione universale e il suo apostolato. Gli artisti del XVI secolo che dipinsero le carte geografiche sulle pareti

del Palazzo Apostolico ricordarono ai Papi la vasta estensione del mondo conosciuto. In quegli affreschi veniva offerto ai Successori di Pietro un segno tangibile dell'immenso raggio d'azione della missione della Chiesa in un tempo in cui la scoperta del Mondo Nuovo stava aprendo orizzonti imprevisi. Qui, in questo Palazzo di Vetro, l'arte in esposizione ha il suo modo proprio di richiamare alla nostra memoria le responsabilità dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Vediamo immagini degli effetti della guerra e della povertà, ci viene ricordato il dovere di impegnarci per un mondo migliore e proviamo gioia per la genuina molteplicità ed esuberanza della cultura umana, manifestata in questa vasta gamma di popoli e nazioni raccolti sotto la protezione della Comunità Internazionale.

Nell'occasione della mia visita, desidero rendere omaggio al contributo incalcolabile dato dal personale amministrativo e dai tanti impiegati delle Nazioni Unite, che svolgono i loro compiti ogni giorno con così grande dedizione e professionalità – qui a New York, in altri centri dell'ONU e in missioni particolari in tutto il mondo. A voi e a chi vi ha preceduto vorrei esprimere il mio apprezzamento personale e quello di tutta la Chiesa Cattolica. Ricordiamo specialmente i tanti civili e custodi della pace che hanno sacrificato la loro vita sul campo per il bene dei popoli che servono – quarantadue di loro soltanto nel 2007. Ricordiamo anche la grande moltitudine di quanti dedicano la loro vita a lavori mai sufficientemente riconosciuti, svolti non di rado in condizioni difficili. A tutti voi – traduttori, segretari, personale amministrativo di ogni genere, squadre di manutenzione e di sicurezza, operatori per lo sviluppo, custodi della pace e tanti altri – il mio più sincero ringraziamento. Il lavoro da voi svolto mette l'Organizzazione in grado di una continua ricerca di nuove vie per raggiungere gli scopi per i quali è stata fondata.

Delle Nazioni Unite si parla spesso come della "famiglia delle nazioni". Ugualmente, si potrebbe descrivere la sede centrale qui a New York come un focolare domestico, un luogo di benvenuto e di sollecitudine per il bene dei membri della famiglia dappertutto. È un luogo eccellente, in cui promuovere la crescita della comprensione reciproca e della collaborazione tra i popoli. Con buona ragione, lo staff delle Nazioni Unite viene scelto entro una vasta gamma di culture e nazionalità. Il personale qui costituisce un microcosmo del mondo intero, in cui ogni singola persona reca un contributo indispensabile dal punto di vista del suo particolare patrimonio culturale e religioso. Gli ideali che hanno ispirato i fondatori di questa istituzione devono esprimersi, qui e in ognuna delle missioni dell'Organizzazione, nel rispetto e nell'accettazione vicendevoli, che sono i contrassegni di una famiglia prospera.

Nei dibattiti interni delle Nazioni Unite viene data una crescente importanza alla "responsabilità di proteggere". Di fatto, questa comincia ad essere riconosciuta come la base morale per il diritto di un governo ad esercitare l'autorità. È anche una caratteristica che per natura appartiene alla famiglia, dove i membri più forti si prendono cura di quelli più deboli. Questa Organizzazione, sorvegliando in quale misura i governi corrispondano alla loro responsabilità di proteggere i loro cittadini, esercita un servizio importante in nome della comunità internazionale. Al livello del giorno dopo giorno, siete voi che, mediante la considerazione che dimostrate gli uni per gli altri sul posto di lavoro e mediante la vostra sollecitudine per i molti popoli alle cui necessità e aspirazioni servite con tutto ciò che fate, ponete i fondamenti sui quali si costruisce questo lavoro.

La Chiesa Cattolica, per mezzo dell'attività internazionale della Santa Sede e mediante le innumerevoli iniziative di cattolici laici, Chiese locali e comunità religiose, vi garantisce il suo sostegno per il vostro lavoro. Vi assicuro uno speciale ricordo per voi e per i vostri familiari nelle mie preghiere. Voglia Dio onnipotente benedirvi sempre e confortarvi con la sua grazia e la sua pace, affinché, mediante l'attenzione che offrite all'intera famiglia umana, possiate continuare a servire a Lui.

Grazie

[00584-01.01] [Testo originale: Inglese]

Terminata la visita alla sede dell'ONU con la sosta alla *Meditation Room*, il Santo Padre si trasferisce in auto alla residenza dell'Osservatore Permanente della Santa Sede presso l'Organizzazione delle Nazioni Unite.

[B0257-XX.01]

